

Toulouse, le 15 décembre 2023

Monsieur le Directeur Général,

En cette période de l'avent nous nous permettrons une interpellation humoristique correspondant au dessin de la page de tête de notre dossier en vous nommant, respectueusement, « Petit Papa Fournel ». Mais croyez bien, que nos attentes sont tout autant sérieuses que les malheureux cadeaux représentés sur ce dessin. Parce que jusqu'alors vous avez plutôt été un « Père Fouettard » et que nous craignons que vous n'ayez rien de bien réjouissant dans votre hotte.

Nos attentes sont toujours et encore d'espérer avoir enfin des réponses humaines et bienveillantes en réponse aux aspirations des agent-e-s de la DGFIP. Avoir enfin des réponses d'intérêt général pour répondre aux aspirations des citoyennes et citoyens de ce pays, notamment les plus faibles d'entre eux.

Nous attendons ainsi, et nous espérons plus que des pelures d'orange ou des belles paroles, de voir pris en compte l'impératif de reconnaissance de l'engagement des agent-e-s. Et nous parlons ici de l'ensemble des personnels de la DGFIP qui, toutes et tous, dans la chaîne de travail qui est la nôtre sont, ensemble ou chacune et chacun à son tour, en première ligne.

Nous attendons ainsi, et nous espérons plus que des pelures d'orange ou des belles paroles, de voir l'humain au travail pris enfin en compte avec des moyens humains et matériels à la hauteur que mérite notre réseau. Nous attendons de voir restauré le sens au travail perdu sur l'exercice de nos missions pour les usagers, les collectivités locales et l'intérêt général.

Nous vous remettons aujourd'hui un dossier détaillé qui ne couvre pas tout notre champ d'action mais qui cible plusieurs interpellations d'actualité que nous vous demandons de lire avec attention, tant ces sujets méritent des réponses effectives.

Surtout, nous tenons à vous interpeller alors que vous venez donc à Toulouse, mais sans volonté aucune de rencontrer réellement les personnels ou les organisations syndicales, même si vous avez fini par répondre favorablement à notre demande d'audience, ce vendredi 15 décembre à 16h30...

Nous souhaitons vous rappeler quelques exigences de la « vraie vie » et notre demande de ne pas mépriser celles et ceux qui sont toutes et tous en première ligne :

- Concernant les négociations indemnitaires en cours, nous sommes stupéfaits de vous voir « boudier » et repousser un agenda de négociation que vous avez vous-même signé ! Et tout ça parce que *Solidaires Finances Publiques* s'exprime, tant nationalement que localement (cf le dossier) pour mettre en avant les difficultés lourdes et prévisibles liées au fiasco GMBI et à la campagne THS en cours, qui se traduisent par des sollicitations physiques et téléphoniques, des réclamations et, surtout, une grande incompréhension des usagers ! « *Le silence devient lâcheté lorsque l'occasion exige de dire toute la vérité et d'agir en conséquence* ». *Solidaires Finances Publiques*, pour sa part, s'efforce de répondre à ce précepte de Gandhi dont vous devriez plus souvent vous inspirer.

Vous voir ainsi mépriser l'aspiration des agent-e-s à la reconnaissance de leur investissement par de véritables avancées pérennes, qu'il s'agisse de promotions ou de salaires et de primes, est tout simplement inacceptable. Revenez à la raison et présentez de véritables mesures qui puissent être vues comme un signe aux personnels !

Et, puisque l'on parle espèces sonnantes et trébuchantes, vous trouverez dans le dossier qui vous sera remis un document sur l'indemnité de résidence dont les fonctionnaires de Haute-Garonne et notamment des 3 centres urbains, sont injustement privés. Nous comptons sur vous pour relayer cette revendication légitime auprès des ministres concernés.

- Nous tenons à vous interpeller solennellement sur l'incompréhension majeure qui est la nôtre d'avoir découvert vos arbitrages en matière d'effectifs par la déclinaison du PLF. 19 emplois sont donc supprimés en 2024 pour notre département. Mais avec, ce qui n'apparaît pas clairement dans vos documents à savoir « l'effort Amendes » qui conduira à transférer 10 emplois en interne sur le CAS et donc à supprimer, de fait, 29 emplois en Haute-Garonne ! Dans une année de « *pause des suppressions d'emplois* », dont vous vous félicitez tant de fois, cet arbitrage est tout simplement dingue tant il méprise notre territoire et ses personnels. Après les suppressions particulièrement massives de ces dernières années, les effets lourds de la dé-métropolisation, mais aussi l'augmentation incontournable des charges, comment pouvez-vous expliquer ce ciblage honteux ?
- Alors que vous venez décliner la mise en œuvre du COM, nous tenons à vous rappeler la réalité des missions et la difficulté des personnels :
 - les agent-e-s des SPF de Haute-Garonne critiquent de longue date la démétropolisation de la mission de Publicité Foncière, loin du terrain et destructrice de la fiabilité de leur travail ;
 - les agent-e-s des SIE de Haute-Garonne dénoncent de longue date les usines à gaz que vous créez, bien loin des besoins de proximité et d'interlocuteur unique ;
 - les agent-e-s des SIP et des accueils soulignent les sollicitations et incompréhensions des usagers amplifiées par les réformes et fermetures de services. Déjà inquiets pour le « SIP d'Aujourd'hui », inutile de décrire leurs craintes pour le « SIP de demain ». Vous ne pouvez pas l'ignorer ;
 - les agent-e-s des SGC soulignent les difficultés liées à l'industrialisation des missions et aux suppressions massives des trésoreries et leur l'impact sur la charge de travail qu'ils supportent en sous-effectif ;
 - les personnels des services de Direction mettent en avant les besoins de soutien et de cohérence que les réformes législatives et structurelles mettent à mal ;
 - les agent-e-s des Amendes attendent de vous voir enfin mettre en œuvre une véritable déclinaison de la « priorité » exprimée par le gouvernement et la direction générale ;
 - les personnels des CDIF souffrent depuis des années en particulier des conséquences du fichier immobilier et vous avez trouvé le moyen de faire pire pour eux avec GMBI ;
 - les personnels des services en charge du Contrôle Fiscal vous interpellent aussi pour que leur métier ne consiste pas simplement à « accompagner les entreprises » mais à lutter avec de véritables moyens contre la fraude fiscale...

Dans cet exercice, nous pourrions passer des heures à vous exprimer les réalités de toutes les missions, tous les métiers et l'aspiration des personnels à être défendu, renforcé, écouté...
- Ces sujets sont fondamentalement liés au respect de nos conditions de travail, de nos difficultés, celles qui sont pointées dans tous les diagnostics : tableau de veille social, document unique, expressions des agent-e-s, mais aussi de la hiérarchie locale en première ligne.
- De même les sujets immobiliers, liés à la note de la Première Ministre, sont essentiels pour nos conditions de travail. Nous refusons cette ligne dogmatique qui ne fait jamais le lien sur nos conditions de travail avec les besoins des personnels et les contraintes des métiers. À ce titre « l'espace innovant » ouvert il y a peu au siège de notre direction sonne comme une provocation, tant par son contenu que par son coût. Nous aspirons à « bien vivre » au travail, et pas seulement avec vos gadgets coûteux pour quelques-uns : prenez en compte les réalités de nos métiers : accueils, courrier, ergonomie nécessaire, espaces de travail...

Nous n'avons pas le temps nécessaire pour exprimer toutes nos préoccupations aujourd'hui. Encore une fois, parce que vous n'aviez visiblement aucune intention de vous y intéresser ou de nous rencontrer !

Nous espérons que vous pourrez entendre l'expression de ce que nous voulons vous dire : les agent-e-s de la DRFiP 31, et tous les personnels de la DGFIP, méritent d'être entendus, respectés, soutenus, valorisés !

Nous aurions pu vous dire « Bienvenue en Haute-Garonne » si vous aviez vraiment voulu rencontrer les personnels et leurs représentant-e-s ». Faute de cette volonté ce sera donc « Bienvenue en Terre Cathare ».